ASSEMBLÉE NATIONALE

12 juillet 2023

INDUSTRIE VERTE - (N° 1512)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N ° 1386

présenté par

M. Leseul, M. Delautrette, Mme Battistel, M. Hajjar, M. Naillet, Mme Jourdan, M. Philippe Brun, M. Aviragnet, M. Baptiste, M. Mickaël Bouloux, M. Califer, M. David, M. Delaporte, M. Echaniz, M. Olivier Faure, M. Garot, M. Guedj, Mme Karamanli, Mme Keloua Hachi, M. Bertrand Petit, M. Bertrand Petit, Mme Pic, Mme Pires Beaune, M. Potier, Mme Rabault, Mme Rouaux, Mme Santiago, M. Saulignac, Mme Thomin, Mme Untermaier, M. Vallaud, M. Vicot et les membres du groupe Socialistes et apparentés (membre de l'intergroupe Nupes)

ARTICLE 16

Après l'alinéa 12, insérer l'alinéa suivant :

« Une partie des sommes recueillies peut être affectée à l'acquisition de parts de fonds investis, dans les limites prévues à l'article L. 214-164 du code monétaire et financier, dans les entreprises solidaires au sens de l'article L. 3332-17-1 du code du travail. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement de repli des députés Socialistes et apparentés et proposé par France Active vise à créer la faculté d'orienter une partie des sommes collectées dans le cadre du futur plan d'épargne avenir climat vers des structures agréées ESUS (entreprise solidaire d'utilité sociale) qui sont investies dans la transition écologique mais également dans le champ de la solidarité et du lien social.

Il s'agit d'étendre le dispositif existant en matière d'épargne solidaire au plan d'épargne avenir climat. En effet, la transition écologique et transition sociale vont de pair et permettre aux structures de l'ESS de bénéficier de fonds pour financer leurs projets avec des impacts sociaux et environnementaux positifs pourra accélérer les transitions écologique et solidaire de ce secteur.

D'après un sondage réalisé par France Active en partenariat avec Opinion Way en novembre 2022 lors de la semaine de la finance solidaire, près d'1 Français sur 2 souhaite épargner en 2023 et 25 % aimeraient que cette épargne ait une finalité solidaire. S'ils devaient investir dans l'épargne

solidaire, 40 % des Français auraient envie de privilégier des projets favorisant le lien social (20 %) et l'emploi des personnes les plus éloignées de l'emploi (20 %), 32 % des projets environnementaux. 44 % des Français se disent prêts à se montrer patients et à investir sur des projets rentables à moyen ou long terme, un chiffre qui grimpe à 56 % chez les 18-34 ans

Le caractère patient de ce futur plan d'épargne avenir climat répond à la fois aux attentes des épargnants mais également aux besoins financiers des projets basés sur l'utilité sociale, au sens de la loi Hamon de 2014 sur l'Economie sociale et solidaire.